

Compte-rendu du Sommet du Plan B à Lisbonne (21-22 octobre 2017)

Category: Europe

écrit par Pacco | 14 novembre 2017

Le 5ème sommet du Plan B, qui a eu lieu les 21 et 22 octobre à Lisbonne, était organisé par le Bloc de gauche au Portugal (Bloco de Esquerda). Il a permis de débattre sur une stratégie commune à la gauche radicale pour sortir du néolibéralisme en Europe.

Si un certain nombre de débats continuent d'être contradictoires, ce sommet a confirmé que les individus et forces sociales et politiques présentes au Plan B partagent de plus en plus une critique radicale du « déficit social et démocratique »¹ des institutions européennes à partir de laquelle une stratégie commune peut être pensée. Outre l'Union économique et monétaire, de nouveaux enjeux ont été abordés, notamment la politique militaire de l'UE, l'auto-détermination des peuples (dans le contexte des événements récents en Catalogne) et les luttes féministes. La participation des mouvements sociaux, dans les intervenant-e-s et dans le public, bien que toujours insuffisante, était considérablement plus importante que lors des éditions précédentes. Le spectre des forces sociales et politiques représentées était dans l'ensemble plus important, de même que la présence militante, qu'on peut estimer à environ 400 personnes lors des deux journées.

En résumé, les débats ont porté d'abord, dans le « pré-meeting sur les villes rebelles », sur l'articulation des différents niveaux de lutte contre le néolibéralisme : local, national et européen. Deux positions étaient représentées : celle consistant à accorder la priorité au niveau local, et notamment municipal, et celle consistant à dessiner un

continuum entre les mouvements de désobéissance au niveau local, national et international. Dans la séance d'ouverture, « Le Plan B et la situation politique en Europe », les intervenant-e-s (à l'exception de Declan Kearney, du Sinn Féin) se sont positionné-e-s contre la possibilité de réformer les institutions européennes de l'intérieur et ont affirmé la nécessité d'une stratégie de désobéissance coordonnée, entre différents pays et à divers niveaux d'action. Catarina Martins, coordinatrice du Bloco de Esquerda, a abordé les avancées acquises dans le cadre du soutien du Bloco au gouvernement actuel, mais aussi les impasses et points aveugles des négociations en cours entre le Portugal et l'UE (notamment au sujet de la renégociation de la dette publique). Elle a également apporté un soutien sans réserve, comme la majorité des intervenant-e-s, au droit d'auto-détermination en Catalogne.

Au cours de la session « Dix ans après le Traité de Lisbonne – le Plan Merkron pour le futur de l'Europe », les intervenant-e-s ont tou-te-s mis en relief l'impossibilité de mettre en œuvre des politiques sociales, même keynésiennes, dans le cadre des traités actuels. Là encore, le cas portugais a été discuté: si les avancées sont incontestables (augmentation des salaires et des retraites), l'austérité imposée à travers les réformes structurelles (privatisation des services publics et interdiction de l'investissement public notamment) sont non négociables avec l'UE. Ce constat était également partagé dans la session, plus technique, sur « La gouvernance de l'euro et la dette : quelle forme de rupture avec l'UEM ? ». Dans l'ensemble, les intervenant-e-s (notamment Francesco Louça du Bloco de Esquerda et Nikos Chountis d'Unité Populaire) ont convenu de la nécessité économique d'une désobéissance et d'une rupture non seulement avec les traités, mais aussi avec les institutions de la zone euro, incluant la nationalisation des banques et un contrôle public des marchés. La critique de la zone euro et les pistes alternatives ont également été abordées du point de vue de la nécessité d'une transition écologique coordonnée au niveau européen.

Deux sessions ont accordé une place centrale aux mouvements sociaux. La première, « La désobéissance civile peut-elle sauver la démocratie européenne ? », a été l'occasion d'un débat intéressant qui, rapprochant notamment les cas de la Grèce, du Portugal et de la Catalogne, a montré que toute forme de contestation de l'ordre politique établi en Europe, désormais, se confrontait nécessairement, sans possibilité de négociation, aux institutions européennes. La deuxième session, « Le rôle des mouvements sociaux dans la lutte pour les droits sociaux en Europe », a mis en avant la relocalisation de l'économie, le droit au logement et les luttes féministes, en appelant les forces politiques à mettre ces questions au cœur de leur « Plan B » aux niveaux national et international.

Deux nouvelles thématiques ont été abordées pour la première fois: la critique de la politique de défense européenne et les luttes féministes en Europe. Dans le panel « L'UE et la défense : différentes voies vers la paix en Europe », le projet du fonds européen destiné à faire la guerre a fait l'objet d'une condamnation unanime. Le débat a dès lors porté sur deux options alternatives au niveau international : la démilitarisation à l'échelle européenne et nationale ou bien le transfert des politiques militaires au niveau national. Dans le panel « L'impact de l'austérité sur le genre et les générations futures », la nécessité d'un « Plan B féministe » en Europe a été affirmée : les politiques de l'Union européenne sont nocives pour les conditions de vie et de travail des femmes et des jeunes des classes moyennes et populaires. En outre, il est nécessaire d'intégrer les revendications des luttes féministes et des jeunes dans les propositions politiques de rupture avec le néolibéralisme.

Dans la session de clôture, "Où allons-nous à présent ? Un Plan B pour l'Europe", les intervenant-e-s ont insisté sur la nécessité d'une stratégie coordonnée mais aussi d'un programme commun à la gauche radicale européenne, incluant notamment la hausse des salaires et la création d'emplois publics, de nouveaux droits sociaux (notamment en ce qui concerne le

logement et le transport) et le renforcement de la solidarité internationale. La dernière intervention, de Catarina Martins, a résumé l'approche partagée par la grande majorité des intervenant-e-s : il est nécessaire de rompre avec les traités européens, notamment pour changer de politique économique et pour conquérir la démocratie et la souveraineté populaire en Europe.

Finalement, ce dernier « Plan B » a constitué un pas en avant constructif, en terme de clarification des convergences politiques et des pré-requis à l'enclenchement de processus de rupture avec le néolibéralisme en Europe. Le « Plan B », avec toutes ses limites, est aujourd'hui l'espace politique le plus radical de la gauche institutionnelle en Europe, aussi bien en terme de stratégie que de programme. C'est ce qui ressort de la déclaration finale du Plan B, qui inclut une liste de principes politiques assez précis, et se conclut par une affirmation assez claire : « L'Union européenne n'a pas le monopole de l'Europe. Le Plan B offre de nouvelles perspectives avec nos voisins, de nouveaux espaces de coopération existent. Si nos conditions ne sont pas respectées, nous l'appliquerons unilatéralement dans chacun de nos pays. Les élections européennes de 2019 représentent l'opportunité de confronter notre projet à celui des néolibéraux. Le fétichisme des institutions ou d'une monnaie ne peut pas prévaloir sur l'intérêt concret des peuples. C'est là tout l'enjeu de notre Plan B pour l'Europe. »²

Reste à voir de quelles manières ces principes, cette stratégie désormais plus définie même si elle reste à affiner, et les élaborations programmatiques qui devraient en découler – notamment à l'occasion des prochaines élections européennes – pourraient trouver les moyens de leurs réalisations, tant du point de vue de leur conditions institutionnelles que de leur ancrage dans les luttes sociales effectives en Europe.

Alexis Cukier et Marlène Rosato

Intervention dans le panel « L'impact de l'austérité sur le genre et les générations futures » lors du Sommet du Plan B à Lisbonne¹

Cette session invite à élaborer une critique des institutions européennes néolibérales dans la perspective des luttes féministes et des jeunes générations, et à discuter de propositions politiques, au niveau national et international, qui pourraient soutenir ces combats.

La premier obstacle à cette critique est celui du discours, courant y compris à gauche, selon lequel les institutions européennes néolibérales seraient certes nocives en ce qui concerne les questions socio-économiques (et notamment l'austérité) mais joueraient un rôle positif en ce qui concerne les questions dites « sociétales », parmi lesquelles les causes de l'égalité entre les sexes et les aspirations de la jeunesse.

Cette séparation est illégitime, dans la mesure où les femmes et les jeunes des classes populaires et moyennes sont les principaux perdants des politiques d'austérité orchestrées en Europe par l'Union Européenne. C'est ce que voudrait faire oublier par exemple le Livre blanc sur l'avenir de l'Europe, qui sépare les questions socio-économiques des aspirations des femmes et de la jeunesse. Mais adopter cette séparation serait aussi pour nous contre-productive : en reléguant les luttes féministes et de la jeunesse au second plan, on se priverait d'une force de mobilisation sociale importante et on passerait à côté de la radicalité des aspirations populaires. Dans ma contribution, je présenterai des éléments d'une critique des institutions européennes néolibérales dans la perspective du féminisme et des jeunes, puis j'envisagerai quelques exemples dans mes deux pays, la France et la Grèce, enfin j'évoquerai quelques tâches politiques pour la gauche européenne à cet égard.

Dans mes activités professionnelles académiques, j'ai consacré une partie de mon travail récent à montrer que le néolibéralisme, dont l'Union européenne est l'une des avant-gardes mondiales, consiste en un double processus d'« économicisation » de la politique et de « dé-démocratisation » de l'économie. Le projet politique du néolibéralisme européen consiste fondamentalement à

neutraliser la possibilité que les travailleurs et les classes populaires interviennent dans les décisions économiques. Or les combats féministes et des jeunes portent des exigences radicales en matière de démocratie économique, et les neutraliser est d'une importance cruciale pour l'Union européenne néolibérale.

Les combats féministes concernent en effet notamment l'égalité des salaires, les rapports de pouvoir dans l'entreprise, l'autonomie au travail et dans les activités sociales hors du travail, et entrent donc en collusion frontale avec le régime néolibéral du travail promu par l'Union européenne. On sait que l'exploitation du travail salarié des femmes (dont le salaire en France par exemple est de 26% inférieur à celui des hommes pour une même qualification), mais aussi le travail de reproduction sociale qu'elles continuent d'effectuer pour l'essentiel, et gratuitement, sont une source majeure de profit. L'exploitation économique et la domination politique des femmes sont une condition fondamentale de la perpétuation du capitalisme néolibéral pour lequel milite activement l'Union européenne.

Quant aux aspirations des jeunes, elles ne pourraient pas être plus contraires aux politiques néolibérales : faire leurs études à l'abri des pressions du marché du travail, choisir une activité socialement utile et décider dans l'entreprise, accéder aux services publics et à un emploi stable, voici ce qu'empêchent les politiques d'austérité, et ce dont l'Union européenne considère que ce devrait être désormais l'exception et plus la norme.

Au regard de cette neutralisation des revendications féministes et des jeunes des catégories populaires, la mise en place de l'European Woman's Lobby ou du programme Erasmus, par exemple, ne pèsent pas lourds. Du point de vue des conditions de vie des femmes et des jeunes des classes populaires, les effets du néolibéralisme mis en œuvre par l'Union européenne sont catastrophiques.

Envisageons quelques exemples.

Je commencerai par la question des travailleuses de classes

populaires en France. On sait que l'amputation du Code du travail prévu par la « Loi Travail » et aujourd'hui par les ordonnances imposées par Emmanuel Macron étaient préconisées dans une « recommandation » du Conseil de la Commission européenne du 14 juillet 2015, et alignés sur les objectifs du Livret vert de 2006 sur la « modernisation » du droit du travail. Ces « réformes » reposent sur le principe de l'inversion de la hiérarchie des normes, en faisant primer les accords d'entreprise sur les accords de branche ou la loi. Ce principe est nuisible à la cause de l'égalité professionnelle, qui n'avait avancé que par la loi et sous la pression des luttes féministes.

Les femmes des classes populaires et moyennes, qui plus nombreuses que les hommes travaillent à temps partiels, ont un emploi précaires et prennent en charge la majorité des tâches parentales, seront particulièrement pénalisées par ces réformes. Autre exemple : la disparition du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, prévue dans les ordonnances, va avoir un impact très négatif sur la prévention des violences sexuelles au travail. De telles réformes de démantèlement du droit du travail et de la protection sociale, mises en place partout en Europe sous l'impulsion des institutions européennes, sont particulièrement défavorables aux femmes des classes moyennes et populaires.

En ce qui concerne la jeunesse grecque, vous connaissez sans doute la situation catastrophique : le chômage des 18-25 ans est passé de 30% en 2010, avant le premier memorandum, à 47,5% en janvier 2017. Depuis 2010, environ 500.000 Grecs ont quitté le pays, dont une majorité de jeunes, et principalement les mieux formés. On sait moins, par exemple, que les institutions publiques de soutien à la jeunesse furent parmi les premières à être démantelées à la demande de la Troïka, et remplacée par une institution unique avec moins de moyens. On ne s'étonnera pas que 80% des jeunes aient voté NON au référendum de juillet 2015 en Grèce. C'est pour une bonne partie l'hostilité de la jeunesse aux institutions européennes et aux politiques néolibérales qui a déjoué les pronostics d'Alexis Tsipras, qui

avait prévu une victoire du Oui à ce référendum.

Dans ce contexte, que faire ? La campagne des élections européennes de 2019 constituera une occasion à ne pas rater : nos listes doivent porter haut et fort la critique radicale des institutions européennes néolibérales notamment du point de vue des luttes féministes et de la jeunesse.

Mais il est également nécessaire de défendre des propositions cohérentes rencontrant les intérêts des femmes et des jeunes de classes populaires et moyennes, au-delà du socle programmatique commun de la gauche européenne aujourd'hui. De ce point de vue, il faut aller plus loin que les propositions, par exemple, pour égaliser les salaires entre femmes et hommes à niveau de qualification équivalent, ou pour créer une allocation d'autonomie permettant aux jeunes de financer leurs études à l'abri de la pression immédiate du marché de l'emploi. Le cœur d'une politique du travail favorable aux femmes et aux jeunes des classes populaires et moyennes devrait être, à mon avis, la démocratisation de l'économie. Celle-ci devrait contenir des propositions garantissant un droit inaliénable au travail, à la formation et au logement, un salaire en fonction de la qualification et non de l'emploi, ou encore la refonte juridique de l'entreprise pour en faire une institution démocratique. Tout cela est strictement impossible dans le cadre de l'Union économique et monétaire et des institutions européennes telles qu'elles existent aujourd'hui.

A cet égard, je voudrais finir en me faisant particulièrement l'écho de la jeunesse précaire européenne, dont je fais partie et que mon expérience militante ces dernières années m'a fait mieux connaître. Qu'attend-elle des responsables politiques qui se préoccupent des questions européennes ? Je résumerai ainsi ces attentes : ne pas sacrifier le présent et l'avenir au projet improbable d'une démocratisation de l'Union européenne.

Car, en ce qui concerne la politique, ces jeunes des classes populaires et moyennes n'attendent plus rien désormais de ces institutions européennes, mais beaucoup de mesures économiques

et de droits politiques concrets, élaborés dans une perspective internationaliste mais qui ne pourront être mis en œuvre dans un premier temps qu'au niveau local et national, et qui permettraient de les sortir de la cage d'acier du néolibéralisme et de l'austérité.

Alexis Cukier